

UNE VIE SOUS LE SIGNE DE LA TERREUR ET DE L'EXODE

Les séquelles des brutalités commises par la LRA dans
le nord-est de la République démocratique du Congo



Nous avons fui Gilima en 2009 lorsque les attaques de la LRA ont commencé. Nous nous sommes réfugiés à Bangali, où la situation était identique. Pris pour cible, nous sommes partis pour Niangara, mais l'insécurité nous a contraints à fuir vers Baga. Là-bas, deux de mes enfants ont été tués lors d'une attaque et un autre a été enlevé. Je ne l'ai pas revu depuis. Deux parents de mon mari ont été tués eux aussi. Nous nous sommes ensuite réfugiés à Dungu, où nous sommes arrivés en juillet 2010.

Sur le chemin, les soldats n'ont pas arrêté de nous brutaliser. Ils nous accusaient d'être des espions de la LRA, sous prétexte que mon neveu ne comprenait pas le lingala, seulement le bazande ! Nous avons pratiquement tout perdu.

Une fois à Dungu, nous avons trouvé refuge pour la nuit sous un arbre, avant que quelqu'un nous offre sa petite hutte, où nous avons dormi à douze. Puis on nous a proposé de dormir dans une maison près d'une église, mais comme elle menaçait de s'effondrer, le propriétaire nous a chassés. Nous avons alors entendu parler d'un camp construit par des déplacés, où nous pouvions obtenir un lopin de terre. Mais nous nous sommes installés sans le savoir en dehors des limites du camp et avons dû partir. Pendant tout ce temps, nous n'avons pas pu travailler nos terres et n'avons donc pas eu de quoi nous nourrir. Enfin, nous avons trouvé cet endroit, où nous vivons depuis.

UNE VIE SOUS LE SIGNE DE LA TERREUR ET DE L'EXODE

Les séquelles des brutalités commises par la LRA dans
le nord-est de la République démocratique du Congo

TABLE DES MATIERES

Résumé	5
Overview	6
Methodology and scope.....	7
I. Displacement in orientale province: the LRA effect	8
I.I LRA violence in orientale province	8
Extreme violence	8
Abduction	11
Displacement.....	12
I.II Other drivers of displacement in LRA-affected areas of Orientale	13
Psychosocial dynamics	14
II. Collective trauma and challenges to response.....	14
II.I Complex and interrelated vulnerabilities	14
Land and livelihoods.....	16
Access to services.....	17
Marginalisation and exclusion	19
Stay, or go home?.....	20
II.II Protracted displacement and durable solutions.....	20
Challenges for the future.....	19
III. Conclusions: Low-level violence, high-level fear	22



Ce rapport a été réalisé à la demande du HCR et de l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) et du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) à partir d'une recherche de terrain menée par Kristof Titeca (chercheur en chef) et Koen Vlassenroot du Justice & Security Research Programme/Conflict Research Group, ainsi que par Melanie Wissing (IDMC).

Photographie de couverture : Femme racontant les dernières attaques menées par la LRA contre son village dans la zone de Dungu, en République démocratique du Congo (RDC).UNHCR/M. Hofer, mars 2012.

RESUME

Ces trente dernières années, l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) a déplacé 2,5 millions de personnes, à l'intérieur de leur propre pays ou à l'extérieur, en Ouganda, au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo (RDC) et en République centrafricaine (RCA), donnant lieu à l'une des plus importantes et longues crises de déplacement au monde (UN SG, mai 2013; IDMC, 2013). La Province orientale, située dans le nord-est de la RDC, en abrite actuellement le plus grand nombre, dont 320 000 personnes déplacées internes (PDI) selon les estimations.

L'objectif de ce rapport est de replacer les mouvements de population causés par la LRA dans un contexte plus large et dans l'environnement humanitaire opérationnel en Province orientale, tout en mettant en lumière les vulnérabilités particulières des populations touchées par les violences du groupe armé. L'accent est également mis sur les défis qui se posent en matière de réponse à y apporter, notamment en ce qui concerne les déplacements de longue durée et les perspectives de retour et d'intégration locale.

Si les violences perpétrées par la LRA dans les districts du Haut et du Bas-Uélé ont diminué ces dernières années, le nombre de personnes déplacées par les attaques antérieures reste élevé et la peur que de nouveaux raids ne se produisent est encore palpable. Bien que les déplacements en Province orientale présentent des similarités avec ceux observés dans le reste de la RDC, comme leur caractère répétitif et prolongé, les brutalités commises par la LRA dans cette zone ont suscité une terreur et des traumatismes psychosociaux bien plus aigus que dans les autres régions. Les déplacés internes vivant dans cette province semblent par conséquent plus réticents à regagner leur région d'origine ou à quitter leur lieu de refuge pour pratiquer des activités agricoles vivrières, malgré l'insécurité alimentaire généralisée à laquelle ils sont confrontés. Le défi posé est celui de la réponse à apporter à ces problèmes sur le long terme notamment, sachant que, à mesure que les déplacements se prolongent, de nouveaux obstacles se dressent devant les PDI à la recherche de solutions durables. La pauvreté sous-jacente et l'offre limitée de services publics dans l'ensemble de la Province orientale constituent un autre problème majeur affectant tant les communautés d'accueil que les personnes déplacées. Les arrivées massives de PDI dans certaines zones ne font qu'accroître le manque déjà criant de ressources. La situation se détériore à mesure que les déplacements se prolongent, notamment

lorsque les problèmes de l'accès des déplacés à la terre et aux moyens de subsistance ne sont pas réglés de façon adéquate.

Les déplacements à l'intérieur de la Province orientale et l'arrivée de populations en provenance des provinces et pays voisins ont accru les pressions exercées sur des ressources déjà rares. Comme dans le reste du pays, le manque d'infrastructures et de moyens des pouvoirs publics a entravé le maintien de la sécurité et la mise en place d'une action humanitaire efficace. L'accès aux soins de santé, à l'éducation et à la terre est particulièrement problématique pour les déplacés internes, confrontés à des difficultés financières mais également à des tensions avec les communautés locales au sujet des ressources. Les déplacements ont tendance à se prolonger. Plus de 55% des PDI recensées actuellement ont quitté leur foyer en 2008 ou 2009 (entretien mené par l'IDMC, Dungu, juillet 2013, chiffres portés au dossier de l'IDMC). Beaucoup ont subi de multiples déplacements, mais peu de données précises sont disponibles à ce sujet.

Jusqu'à présent, l'aide humanitaire a permis d'atténuer certaines de ces tensions, au profit des PDI comme des populations locales. Le risque, bien réel, est que, à mesure que la violence recule, l'assistance humanitaire continue à diminuer elle aussi, sans que l'Etat ou les acteurs au développement s'engagent vraiment à combler le vide laissé. La diminution des brutalités de la LRA ne signifie pas que ceux qui en ont été victimes ont moins de besoins. Au contraire, une aide spécifique doit être mise en place sur le long terme pour répondre aux besoins immenses des PDI, des anciennes victimes d'enlèvement et de leurs hôtes, tant sur le plan individuel que communautaire. Une attention particulière devrait être accordée aux troubles psychiques et à leurs implications en termes de réintégration, en vue de favoriser la guérison de ces pathologies tout en promouvant le rapprochement des PDI, des anciennes victimes d'enlèvement et des communautés d'accueil de la province.

VUE D'ENSEMBLE

Conduite par Joseph Kony, l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) a pris les armes contre le gouvernement ougandais dans les années 1980. Dès les années 1990, la guerre menée par le groupe armé dans le nord de l'Ouganda a dépassé les frontières nationales pour gagner ce qui était alors le sud du Soudan, menaçant ainsi toute la région (Schomerus, 2008). Le groupe de rebelles est devenu tristement célèbre pour ses atrocités de masse perpétrées contre les civils : attaques et pillages de villages; meurtres, mutilations et rapt de leurs habitants, et enlèvements d'enfants utilisés ensuite comme porteurs, esclaves sexuels et soldats. En 2005, la LRA a pris ses quartiers dans le parc national de Garamba en RDC. Une offensive militaire conjointe lancée en 2008 par les forces armées ougandaises, congolaises et sud-soudanaises avec l'appui des Etats-Unis n'a pas réussi à décapiter le mouvement qui, en guise de représailles, a mené une série d'attaques brutales contre les populations locales dans le nord-est de la RDC. Depuis, le mode opératoire de l'Armée de résistance du Seigneur a changé. Dispersée en petits groupes, elle s'en prend aux populations civiles de la RDC mais également de la République centrafricaine (RCA) voisine et de l'actuel Soudan du Sud.

Ces trente dernières années, 2,5 millions de personnes ont été déplacées par la LRA à l'intérieur de leur propre pays ou à l'extérieur, en Ouganda, au Soudan du Sud, en RDC et en Centrafrique, donnant lieu à l'une des plus importantes et longues crises de déplacement au monde (UN SG, mai 2013). En juin 2013, on estimait à plus de 440 000 le nombre de personnes vivant en situation de déplacement en Afrique centrale à cause des exactions commises par le groupe armé, dont près de 420 000 PDI et 26 000 réfugiés (OCHA, juin 2013). 319 000 déplacés internes victimes de la LRA ont trouvé refuge en RDC, 49 000 au Soudan du Sud et 21 000 en République centrafricaine (OCHA, juin 2013). Sachant que la population totale des régions touchées par la LRA est estimée à environ 2 millions de personnes (OCHA, juin 2012), cela signifie que plus de 20% d'entre elles vivent actuellement en situation de déplacement interne. De telles proportions, rarement observées dans le cadre de déplacements massifs à l'échelle nationale, sont comparables à celles enregistrées lors des pires crises au monde : fin 2012, l'IDMC estimait que 12 à 15% de la population était touchée par les déplacements internes en Somalie. Ce pourcentage avoisinait 4% en RDC, 11% en Colombie et 15% au moins en Syrie (IDMC, 2013).

La LRA opère dans des zones reculées où les services publics sont de piètre qualité et l'Etat est peu présent, y compris en termes de forces de sécurité, autant de

facteurs qui ont favorisé l'implantation et les activités du groupe armé dans la région. Les desseins politiques de la LRA sont quasiment impossibles à identifier et les différents accords de paix sont restés lettre morte.

La présence du groupe armé dans le nord-est de la RDC s'est concentrée dans le Haut et le Bas-Uélé, deux des quatre districts formant la Province orientale. Depuis 1996, l'agitation politique et les guerres qui ont secoué le Congo ont affaibli le pouvoir et l'appareil sécuritaire, créant un terreau fertile pour la prolifération de mouvements rebelles, groupes armés, braconniers et voleurs de bétail. Plus récemment, la Province orientale a également commencé à accueillir des réfugiés fuyant la crise en République centrafricaine. Selon l'Institut national de la statistique (INS) congolais, en 2009, plus de 75% de la population de cette province de la RDC vivait dans la pauvreté, contre 70% à l'échelle nationale. Ce taux pourrait même être plus élevé aujourd'hui, comme le suggère le *Rapport sur le développement humain 2013*, qui indique que 87,7% de la population congolaise vit dans la pauvreté (UNDP, mars 2013). Une étude menée fin 2012 a conclu que la majorité de la population de cette province était confrontée à une crise de subsistance chronique et à des besoins alimentaires et nutritionnels urgents (WFP/ Gouvernement de la RDC, février 2013).

Les déplacements observés à l'intérieur de la Province orientale, ainsi qu'en provenance des provinces et pays voisins, ont accru les pressions exercées sur des ressources déjà rares. Comme dans le reste du pays, le manque d'infrastructures et de moyens des pouvoirs publics a entravé le maintien de la sécurité et la mise en place d'une action humanitaire efficace. L'accès aux soins de santé, à l'éducation et à la terre est particulièrement problématique pour les déplacés internes, confrontés à des difficultés financières mais également à des tensions avec les communautés locales au sujet des ressources. Les déplacements ont tendance à se prolonger, plus de 55% des PDI recensées actuellement se trouvant dans cette situation depuis 2008 ou 2009 (entretien sur le terrain de l'IDMC avec OCHA, juin 2013). Beaucoup ont subi de multiples déplacements, mais peu de données précises sont disponibles à ce sujet.

À cet égard, les tendances en matière de déplacements de population en Province orientale semblent refléter celles observées dans le reste de la RDC, avec pour point commun leur caractère multiple et prolongé. Cela dit, l'extrême brutalité des violences perpétrées par l'Armée de résistance du Seigneur et la terreur et le traumatisme

causés posent des problèmes particuliers tant pour les victimes que pour les personnes répondant à leurs besoins. La durée des déplacements prolongés revêt une importance particulière à cet égard. Si certaines personnes déplacées de longue date vivent dans d'autres

provinces, comme le Nord et le Sud Kivu, il semblerait, en comparant le nombre de nouvelles PDI et de rapatriés par rapport aux chiffres cumulés, que les déplacements soient plus fluides en Province orientale que dans les zones où la LRA est active (IDMC, 2008-2013).

METHODOLOGIE ET CHAMP D'APPLICATION

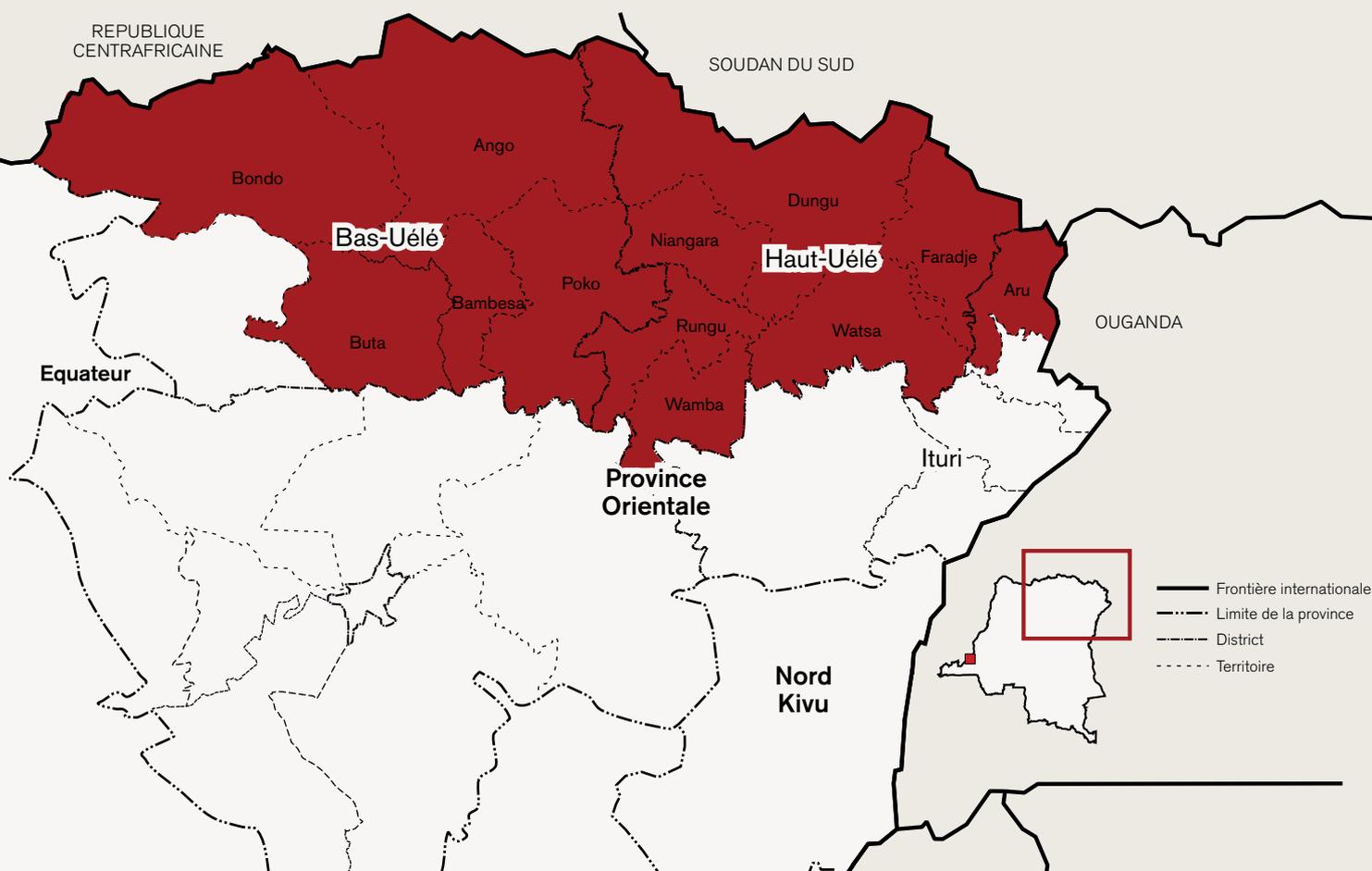
L'objectif de cette étude est de replacer les mouvements de population causés par la LRA dans un contexte plus large et dans l'environnement opérationnel des acteurs humanitaires en Province orientale, tout en mettant en lumière les vulnérabilités particulières des populations touchées par les violences du groupe armé. L'accent est également mis sur les défis qui se posent en matière de réponse à y apporter, notamment en ce qui concerne les déplacements de longue durée et les perspectives de retour et d'intégration locale. Si cette étude aborde ces questions sous différents angles (les besoins des communautés d'accueil et les problèmes sous-jacents en matière de gouvernance et d'Etat de droit par exemple), son propos n'est pas d'en évaluer toute la portée.

Le suivi des données relatives aux déplacements de population et aux violences varie souvent d'une organisation ou d'une zone à une autre, et les difficultés d'accès d'ordre sécuritaire et logistique viennent compliquer encore

davantage la situation, rendant les comparaisons directes parfois difficiles. Aux fins de la présente étude, l'accent a été mis sur l'analyse des tendances générales à partir des différentes sources de données disponibles.

Cette étude est fondée sur une enquête de terrain menée dans le district du Haut-Uélé en juillet 2013, essentiellement dans la ville de Dungu. Des recherches complémentaires ont également été réalisées à Faradje, Aba, Ngilima et sur ces différents axes. Environ 50 entretiens semi-directifs ont été menés auprès de sources variées : PDI, anciennes victimes d'enlèvements, organisations humanitaires et de la société civile et membres de la population en général. Quinze groupes de discussion ont été organisés avec des PDI. L'étude se base également sur des recherches qualitatives réalisées à plus long terme par le chercheur en chef, ainsi que sur le travail de l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC).

ZONES VICTIMES DE LA LRA EN PROVINCE ORIENTALE



I. DEPLACEMENTS EN PROVINCE ORIENTALE SOUS L'EFFET DE LA LRA

En juin 2013, on dénombrait 351 000 déplacés internes en Province orientale (OCHA, juillet 2013), dont 320 000 ayant fui les violences perpétrées par la LRA. 15 000 autres personnes avaient trouvé refuge au Soudan du Sud et 3800 en République centrafricaine (UNHCR/OCHA, juin 2013). On estime que le Haut-Uélé abrite actuellement 262 000 PDI, le Bas-Uélé environ 40 000 et Ituri près de 24 000 (entretien mené par l'IDMC, Dungu, juillet 2013, chiffres portés au dossier de l'IDMC). La Province orientale a également accueilli 6500 réfugiés victimes des brutalités commises par la LRA en République centrafricaine.

I.I VIOLENCES PERPETREES PAR LA LRA EN PROVINCE ORIENTALE

En Province orientale, trois grands types d'actions ont été menées par l'Armée de résistance du Seigneur à l'encontre de la population locale, dont les PDI et leurs communautés d'accueil : attaques directes impliquant meurtres, mutilations et autres formes d'extrême violence; menaces d'enlèvement et déplacements forcés. Il est probable que certaines personnes aient été kidnappées et déplacées à la fois et que des communautés elles-mêmes sous la menace d'une attaque aient accueilli des PDI.

EXTREME VIOLENCE

Les violences commises par la LRA dans le nord-est de la RDC ont éclaté en représailles à l'offensive militaire de 2008, qui n'a pas réussi à décapiter le mouvement. Présent de façon non violente en Province orientale depuis près de trois ans avant l'opération militaire, le groupe armé a perpétré en 2008 et 2009 des atrocités de masse, dont les tristement célèbres massacres de Noël : en près de deux semaines, 865 civils ont été tués à coups de machette ou de hache à Doruma, Duru et Faradje dans le district du Haut-Uélé (HRW, février 2009).

« La terreur de la LRA a bouleversé nos vies. Nous ne pensions pas qu'une telle cruauté était possible ».

(Entretien avec un chef religieux, Dungu, juin 2013)

Les semaines allant de décembre 2008 à janvier 2009 ont été sans aucun doute les plus meurtrières qu'ait connues la Province orientale, les attaques extrêmement brutales commises par la LRA se soldant par le meurtre de 1721 civils et l'enlèvement de 1600 autres (OCHA, matrice LRA, juillet 2013).

« L'un d'eux a pris un couteau pour me couper les lèvres. Son chef a refusé. Il a pris des ciseaux. Son chef a refusé. À la vue de la lame de rasoir, il a acquiescé de la tête. Alors ils m'ont coupé les lèvres en me couvrant d'insultes ».

Josiane, Dungu, June 2013

Les gens ont assisté au massacre, d'une cruauté extrême, des membres de leur famille ou de leur communauté.

« Les autres soldats de la LRA restés derrière avec mon grand-frère ont commencé à le poignarder à coups de canif sur tout le corps, la tête, les yeux. Ensuite, ils l'ont frappé avec un marteau et l'ont achevé en le décapitant à la machette ».

Vumiliya, Dungu, juin 2013

Les attaques se sont poursuivies en 2009. En décembre, plus de 300 civils ont été tués et 250 autres enlevés dans la seule région de Makombo (HRW, mars 2010). Le dernier massacre de masse a eu lieu le 22 février 2010 dans le village de Kpanga, où 102 civils ont été exécutés (MONUSCO, 2010).



Mari a été enlevée par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) à l'extérieur de Niangara, où elle a été laissée pour morte après que les rebelles lui aient coupé les lèvres et les oreilles. Une famille des environs s'occupe de ses enfants.
Photographie : Marcus Bleasdale/VII



Soldat de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA).
Photographie : Sam Farmar



ENLEVEMENTS

Ces dernières années, la LRA a changé de tactique. Depuis 2011, le nombre d'incidents a chuté de 70% (Cellule d'information et d'opérations communes de la MONUSCO, juillet 2013) et les attaques coordonnées à grande échelle de 2008 et 2009 ont cédé la place à des pillages et à des enlèvements de courte durée. Le recours systématique de la LRA aux rapt comme tactique de recrutement sème la terreur et cause des traumatismes similaires à ceux provoqués par l'extrême violence. Les personnes kidnappées sont essentiellement utilisées pour transporter les butins ou repérer les points stratégiques comme les installations militaires ou les sources de nourriture. Ce changement de tactique semble motivé par une lutte pour la survie (les rebelles ont tout simplement faim) et par le désir de faire profil bas face à l'attention croissante de la communauté internationale.

Le nombre d'attaques a considérablement chuté en 2012 par rapport à l'année précédente et cette tendance semble se poursuivre en 2013. Reflétant la situation observée à l'échelle nationale, les enlèvements perpétrés en Province orientale ont tendance à être de courte durée. Dès 2009, environ 85% des personnes kidnappées par la LRA passaient moins de sept jours en captivité (Oxfam Québec et UNHCR, 2010). Cela ne signifie pas pour autant qu'aucun enlèvement de longue durée n'ait eu lieu : plusieurs cas ont été signalés, notamment au tout début des activités du groupe armé en RDC.

Si les enfants ont souvent été considérés comme étant la cible privilégiée des enlèvements, des données en provenance de la Province orientale montrent qu'entre 2008 et la mi-2013, près de deux fois plus d'adultes ont été kidnappés (OCHA, matrice LRA, juillet 2013). Cela dit, au second semestre 2008, la LRA a pris pour cible des écoles afin de kidnapper des enfants (HRW, février 2009). Au-delà de l'enlèvement en lui-même, beaucoup ont vécu une expérience extrêmement traumatisante, notamment durant les premières années des violences.

« Ils ont commencé par le ligoter, puis ils m'ont demandé de le tuer avec un gros bâton en bois. C'était un jeune Zandé. Dix autres comme lui, filles comme garçons, ont été tués ainsi sous mes yeux par d'autres enfants qui avaient été enlevés. Les rebelles choisissaient les victimes au hasard et nous lançaient : « Prends ce gourdin et tue cet animal ! » » .

(Entretien de HRW avec une ancienne victime d'enlèvement, Niangara, février 2010)

DEPLACEMENTS

Les schémas des déplacements de population en Province orientale reflètent dans une large mesure ceux des violences perpétrées par la LRA. Les premières vagues de déplacements massifs ont débuté en septembre 2008 avec les premières attaques à grande échelle. Après les massacres de Noël 2008, plus de 55 000 personnes ont fui leurs foyers. Les mouvements de population se sont poursuivis en 2009 et l'intensification des raids, des meurtres et des enlèvements aidant, le nombre de déplacés internes a triplé.

Sous l'effet des attaques répétées menées par le groupe armé en différents endroits, les déplacements sont devenus un processus continu et dynamique, certaines personnes étant déplacées à trois ou quatre reprises, situation qui a renforcé dans le temps la vulnérabilité des PDI et des communautés d'accueil. Les déplacés internes ont été contraints d'abandonner le peu qu'ils possédaient (terre, logement et biens matériels) et de recommencer à chaque fois leurs activités économiques à zéro, accentuant les tensions qui pesaient déjà sur les ressources des communautés d'accueil. Pour reprendre les propos d'un travailleur humanitaire basé à Dungu, les PDI qui vivent en Province orientale se trouvent dans une situation de « vulnérabilité permanente », rendant les besoins d'aide humanitaire encore plus pressants.

Plusieurs causes sont à l'origine de ces déplacements multiples. Dans certains cas, les lieux où les PDI avaient trouvé refuge ont été attaqués à leur tour par la LRA.

« Nous avons fui notre foyer lorsque les attaques de la LRA contre Duru ont commencé en 2008. Nous sommes partis pour Kpaika, où nous sommes restés un an, avant d'être attaqués à nouveau. Nous avons trouvé refuge 55 km plus loin, mais en 2012, les attaques et les harcèlements ont repris. Nous sommes alors repartis pour Dungu, où nous vivons encore aujourd'hui ».

(Entretien avec une PDI, Dungu, juillet 2013)

Dans d'autres cas, les offensives répétées de la LRA et l'insécurité ambiante ont débouché sur des « retours avortés » : des déplacés internes qui avaient regagné leur terre natale ont été contraints de fuir à nouveau. Ainsi, bon nombre de civils rentrés chez eux le long de l'axe Dungu-Duru en février 2009 suite au déploiement de l'armée congolaise et de la mission de maintien de la paix de l'ONU en RDC (MONUSCO) ont été forcés de repartir après de nouveaux raids contre leurs villages.

Lorsque les attaques à grande échelle de la LRA ont cessé à la mi-2010, les déplacements massifs se sont interrompus eux aussi. Force est néanmoins de constater que le net recul de la violence ne s'est pas accompagné d'une baisse proportionnelle du nombre total de PDI. Comme le suggèrent les entretiens menés sur le terrain, cela tient essentiellement à la peur qui prévaut toujours chez les populations de la zone et qui explique la profonde réticence des déplacés à rentrer chez eux. Ce sentiment de crainte est exacerbé par le déplacement continu de petits groupes de personnes en réaction aux rumeurs d'une présence rebelle et de violences à petite échelle imputables ou non à la LRA. Le climat de peur est tel que la simple vue d'autres groupes armés ou le seul bruit de coups de feu ont provoqué d'importants mouvements de population de crainte qu'il ne s'agisse de l'Armée de résistance du Seigneur.¹

La terreur semée par la LRA, qui ne pousse pas seulement les gens à fuir, mais également à prolonger leur déplacement, transparaît également dans les sentiments des PDI à l'égard de Kony lui-même.

« La plupart d'entre nous veulent rentrer, mais n'osent pas tant que Kony n'est pas arrêté ou que les rebelles ne sortent pas du bois. Nous ne voulons pas revivre l'expérience d'un nouveau déplacement ».

(Président du Comité de déplacement, Dungu, juillet 2013)

I.II AUTRES FACTEURS DE DEPLACEMENT DANS LES ZONES VICTIMES DE LA LRA EN PROVINCE ORIENTALE

Si l'Armée de résistance du Seigneur est essentiellement responsable des mouvements de population en Province orientale, d'autres groupes ont également tiré parti du « mythe Kony » pour s'attaquer à la population locale. La LRA occupant tous les esprits, il est extrêmement difficile de distinguer les brutalités commises par le groupe armé de celles perpétrées par d'autres. Cela ressort clairement des récits des incidents violents, qui font pour la plupart référence à des actes « présumés avoir été commis » par le mouvement rebelle (Titeca, mai 2013). Il est par conséquent tout aussi difficile de faire la différence entre les déplacements causés par les activités de la LRA et ceux provoqués par d'autres actes de violence, ce qui contribue à perpétuer le sentiment d'une présence rebelle, alors que, dans les faits, les déplacements ont

¹ Les activités de braconniers armés à Faradje ont produit un effet similaire.

pu être occasionnés par des activités de braconnage, des attaques de bandits armés, des affrontements avec les pasteurs nomades Mbororo, ou même, comme c'est souvent le cas, des violences et des pillages commis par l'armée.

Si la présence de l'armée congolaise a, dans une certaine mesure, eu un effet dissuasif sur la LRA, servant ainsi à protéger les civils, il est arrivé que les soldats constituent une importante source d'insécurité et occasionnent des déplacements de population.

« Nous étions à [localité 1]. Les attaques de la LRA ont commencé en février 2009 et se sont poursuivies jusqu'à avril environ. Les rebelles ont tué six civils et deux soldats. L'armée est arrivée en février 2009. Nous n'avions pas prévu de partir, mais les soldats n'arrêtaient pas de nous harceler : pillages, extorsions, harcèlement sexuel, c'en était trop ! Nous sommes partis en février 2010 pour [localité 2]. Mais les soldats ont remarqué que la population s'était déplacée et ont suivi le mouvement. Le même problème s'est posé là-bas ... Six femmes ont été prises de force. Vous ne pouvez rien y faire. Si vous essayez, les soldats vous menacent. Alors nous sommes repartis ».

(Discussion de groupe, site de PDI, Dungu, juillet 2013)

On rapporte également que l'armée a délibérément eu recours à la violence pour déplacer les gens, apparemment pour les regrouper et faciliter ainsi leur protection (entretien avec un chef religieux, Dungu, juillet 2013; Oxfam Québec et UNHCR, 2010). Dans un autre cas, l'armée s'est retirée d'un village dont elle assurait la protection, laissant la population locale sans défense face aux attaques de la LRA. Les villageois n'ont pas eu d'autre choix que de partir.

Parfois, l'armée a également empêché les gens de fuir les brutalités de la LRA, au motif qu'il était plus facile de les protéger dans leurs villages. La population locale a néanmoins eu le sentiment qu'il s'agissait d'une stratégie d'endiguement visant à freiner la progression du groupe armé. En juin 2009, la population locale et les déplacés ont tenté de fuir les attaques menées par la LRA contre Bangadi, mais selon les PDI et plusieurs travailleurs humanitaires, l'armée « a systématiquement empêché le départ de la population, interdisant aux gens de s'enfuir »

(entretien avec un travailleur humanitaire, Dungu, juillet 2013). « Certains ont donc tenté de s'échapper en passant par la brousse, où ils ont été attaqués ou capturés par la LRA » (entretien avec un représentant de la société civile, Dungu, juillet 2013). Des incidents similaires ont été signalés à différents endroits.²

On rapporte également des cas où les mouvements de population ont été causés par les pasteurs Mbororo, des éleveurs nomades présents dans le Haut et le Bas-Uélé depuis 2005 (Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, avril 2008). La population locale, qui considère ces bergers comme un véritable fléau, les a parfois accusés de collaborer avec la LRA. Principal facteur à l'origine de ces déplacements à ce jour, la destruction des cultures par le bétail des Mbororo a aggravé l'insécurité alimentaire déjà très forte. Certains déplacés internes ont avoué avoir autant peur des Mbororo que des rebelles de la LRA.

« Il n'y a pas que la LRA. Les Mbororo aussi nous font peur. Au début, la LRA était inoffensive. Ce n'est que plus tard que les violences ont commencé. Nous avons peur que l'histoire se répète avec les Mbororo ».

(Entretien avec une PDI, Ngilima, juillet 2013)

Dans certains cas, ces craintes ont empêché les déplacés internes de regagner leur foyer.

Des soldats, bandits armés et braconniers sud-soudanais, centrafricains et libyens se sont également lancés dans des activités « traditionnelles » de la LRA comme les enlèvements, entretenant la confusion entre les auteurs des violences et alimentant le sentiment d'une menace rebelle. Certains se font même passer pour des combattants de la LRA afin de ne pas avoir à répondre de leurs actes (Oxfam Québec et UNHCR, 2010).

² Dans les sites de déplacement de Linakofo et de Bamukandi par exemple.

II. TRAUMATISME COLLECTIF ET PROBLEMATIQUES DE LA REPONSE

L'ensemble de la population des zones affectées a ressenti, à des degrés divers, les effets des violences impitoyables commises par la LRA : les PDI, victimes pour la plupart de sévices physiques, les autres survivants d'attaques et d'enlèvements ainsi que les communautés d'accueil, qui doivent partager leurs ressources et courent souvent le risque d'être elles-mêmes attaquées. Complexes et liées les unes aux autres, les vulnérabilités de ces groupes de population sont entre autres le résultat de traumatismes³ découlant de leur exposition à des brutalités, voire à des enlèvements, de leur expérience de la fuite et de leur vie de déplacés.

III. COMPLEXITE ET INTER-DEPENDANCE DES VULNERABILITES

Les violences perpétrées par la LRA ont des conséquences dévastatrices pour les communautés qui en sont victimes. Les terribles attaques du groupe armé entraînent dans leur sillage décès de membres de la famille ou de la communauté, enlèvements d'hommes, de femmes et d'enfants et mutilations ou blessures intentionnelles. Ces expériences traumatisantes sont des causes à la fois directes et indirectes de vulnérabilités. Suite à la mort ou à l'enlèvement d'un mari et d'un père, les femmes se retrouvent à la tête de foyers appauvris et fragilisés. A l'instar de l'expérience même du déplacement, cette situation débouche sur une modification complexe de la cohésion et des structures sociales.

DYNAMIQUE PSYCHOSOCIALE

Les entretiens menés sur le terrain semblent indiquer que, bien qu'ils ne soient pas forcément les plus visibles, les troubles psychosociaux sont l'un des principaux problèmes auxquels sont confrontés les déplacés internes de manière générale, et les victimes d'enlèvements en particulier. Les personnes interrogées ont à plusieurs reprises mentionné la brutalité des sévices subis, citant des *flashbacks*, des cauchemars et la terreur instillée en elles par ces violences.

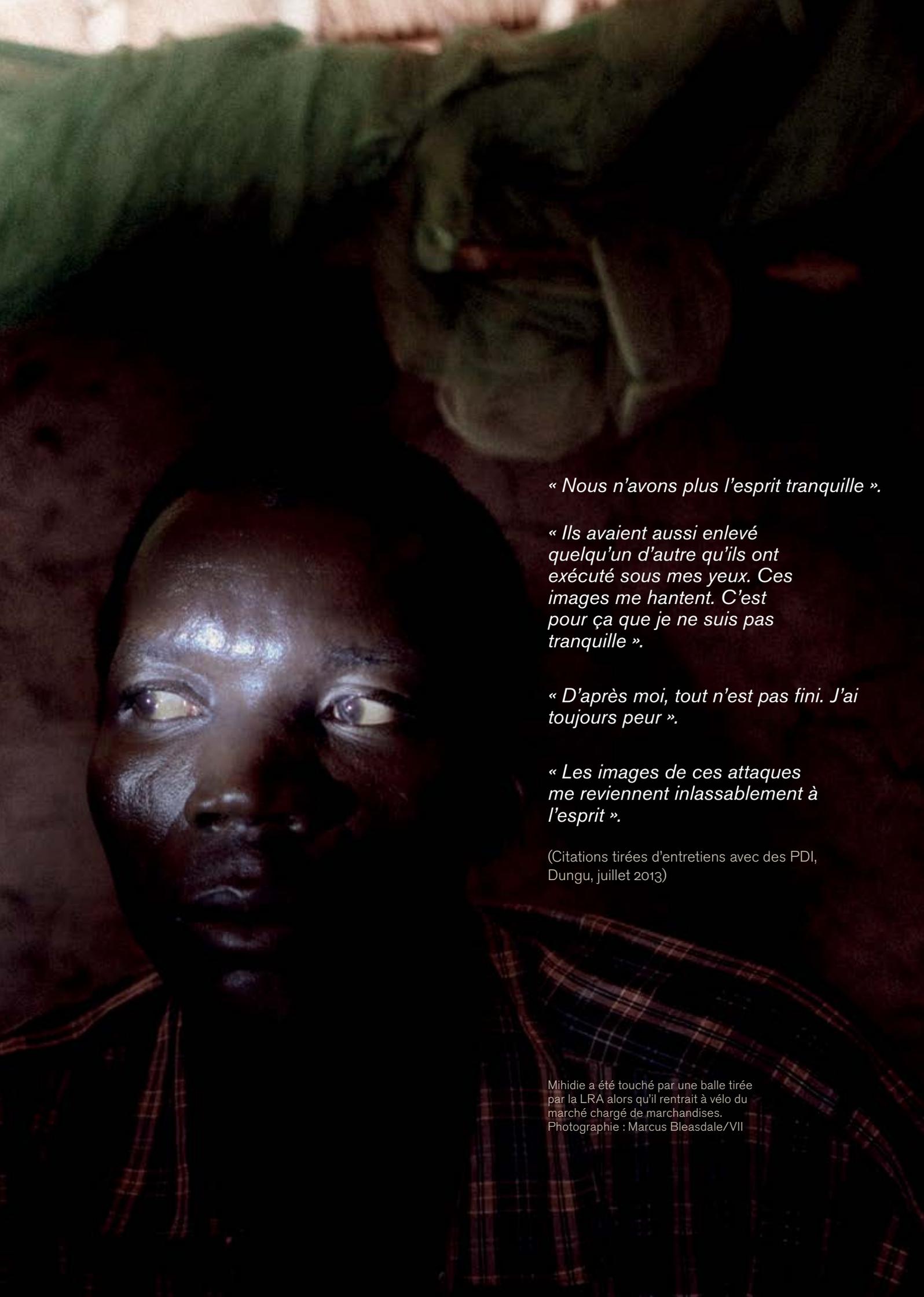
Peu de recherches approfondies ont été effectuées sur les questions du stress post-traumatique et psychosocial dont souffrent les déplacés internes et les personnes victimes de kidnapping en Province orientale. Pourtant, les entretiens de terrain suggèrent que beaucoup d'entre eux

³ Les personnes interrogées localement ont employé le terme « traumatisé », d'où notre utilisation du terme « traumatisme ». Ce terme ne correspond donc pas à un diagnostic psychosocial, mais plutôt à leur manière de décrire les expériences vécues.

ont encore perturbés par des souvenirs de raids remontant parfois jusqu'à 2008, au point d'en avoir modifié leur comportement. Au plus fort des violences perpétrées par la LRA entre 2008 et 2010, beaucoup de PDI refusaient de dormir chez elles de peur d'être attaquées. Nombreuses étaient celles qui dormaient tout habillées afin de pouvoir prendre la fuite à tout instant. Aujourd'hui encore, beaucoup de ces individus ont tellement peur qu'ils n'osent plus faire de trop longs trajets seuls pour chercher de l'eau ou cultiver leurs terres, préférant marcher et travailler en groupe. D'autres craignent de quitter leur lieu de déplacement ou les centres urbains, ce qui les empêche d'avoir accès à la terre ou à d'autres moyens de subsistance.

Les personnes victimes de rapt, qu'elles soient déplacées ou fassent partie des communautés d'accueil, sont confrontées à des problèmes complexes. La plupart ont vécu des expériences épouvantables dont elles gardent des séquelles. Pour bon nombre d'entre elles, il est difficile de parler du temps passé avec les rebelles de la LRA, étant précisé que l'intensité du traumatisme ressenti n'est pas forcément proportionnelle à la durée de l'enlèvement subi.

Les sévices et les déplacements opérés par la LRA ont eu des répercussions considérables sur la vie et les structures familiales, bouleversant la dynamique même des foyers. En effet, les tueries et les enlèvements ont majoritairement ciblé les hommes, avec pour conséquence une modification des modes de subsistance des familles. Traditionnellement, ce sont les hommes qui subviennent aux besoins de leur famille, tandis que les femmes s'occupent des enfants et secondent leur conjoint. La majorité des personnes interrogées dans le cadre de nos recherches, hommes et femmes confondus, ont indiqué que les difficultés financières accrues rencontrées par les familles, et notamment leur incapacité grandissante à joindre les deux bouts, avaient modifié leur mode de fonctionnement, obligeant les femmes à assumer une plus grande part de responsabilité. Certaines femmes ont déclaré que cela leur avait permis de gagner en autonomie, puisqu'elles sont de fait devenues chefs de famille, mais cela signifie également qu'il est moins probable que ces femmes, plus vulnérables en l'absence d'un homme pour les protéger, puissent rentrer chez elles. Quant aux hommes, ils disent se sentir impuissants, ce qui, selon certaines sources, expliquerait leur consommation accrue d'alcool. De la bouche d'un homme : « *Ce sont nos lourdes responsabilités familiales qui nous poussent à boire, tout comme le manque de perspective dans nos vies en général* » (discussion de groupe, Ngilima, juillet 2013). Selon certaines personnes interrogées, la pression financière et le renversement des rôles traditionnels ont également divisé les familles, conduisant à une augmentation des divorces et des violences conjugales.



« Nous n'avons plus l'esprit tranquille ».

« Ils avaient aussi enlevé quelqu'un d'autre qu'ils ont exécuté sous mes yeux. Ces images me hantent. C'est pour ça que je ne suis pas tranquille ».

« D'après moi, tout n'est pas fini. J'ai toujours peur ».

« Les images de ces attaques me reviennent inlassablement à l'esprit ».

(Citations tirées d'entretiens avec des PDI, Dungu, juillet 2013)

Mihidie a été touché par une balle tirée par la LRA alors qu'il rentrait à vélo du marché chargé de marchandises.
Photographie : Marcus Bleasdale/VII



Aperçu des dégâts provoqués par les attaques des rebelles de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) à l'entrepôt central de la piste de Nagero, dans le nord-est de la République démocratique du Congo. REUTERS/Stephane Carre, 2009.

TERRES ET MOYENS DE SUBSISTANCE

La majorité des personnes déplacées internes recensées dans les districts du Haut et du Bas-Uélé sont issues du groupe ethnique des Zandé, qui vit traditionnellement de l'agriculture, de la chasse et de la pêche, d'où l'importance pour ces personnes d'avoir accès à des terres arables et à des zones de chasse et de pêche pour assurer leur subsistance et leur indépendance financière.

La plupart des PDI ont pourtant trouvé refuge dans des zones urbaines. Ainsi, la population de Dungu, estimée en 2008 à 56 000 habitants environ, a augmenté de plus de 50% suite à l'afflux de près de 30 000 déplacés internes. Traditionnellement, les terres agricoles des populations locales se situent aux abords des villes ou à quelques kilomètres de chez elles tout au plus. Les terres fertiles étaient déjà rares avant l'arrivée des PDI, mais les brutalités commises par la LRA et les déplacements qui se sont ensuivis n'ont fait qu'augmenter la densité de la population et, partant, le nombre de personnes cherchant des terres à cultiver. Les violences ont également réduit la surface de terres arables accessibles en toute sécurité.

Tout comme les PDI, les membres des communautés d'accueil hésitent à s'éloigner des zones urbaines pour cultiver leurs terres de peur d'être attaqués par la LRA.

Aussi la terre est-elle devenue l'une des principales sources de tension. Vivant elles-mêmes dans un dénuement extrême, les communautés locales ont bien souvent limité strictement l'accès des déplacés internes à la terre. Ces derniers ne sont d'ailleurs autorisés à planter que des cultures annuelles, prêtes à être moissonnées relativement rapidement, plutôt que des cultures vivaces, telles que le café, la banane et le manioc, qui leur permettraient pourtant de générer de meilleurs revenus.

« Lorsque vous cultivez quelque chose pendant longtemps, les locaux ont l'impression que vous voulez vous emparer de leurs terres ».

(Entretien, PDI, juillet 2013)

La pénurie de terres aidant, certains déplacés internes ont même été expulsés de lopins qui leur avaient pourtant été attribués par les autorités locales, surtout lorsqu'ils avaient un bon rendement. D'autres racontent qu'ils avaient trouvé asile dans un lieu de refuge, avant qu'on ne leur demande de partir, parfois par la force.

Si certains déplacés internes ont accès à des terres arables sur leur lieu de déplacement, les lopins ont tendance à être trop exigus et stériles pour suffire à leurs besoins.

Quelques-uns paient des membres de la communauté locale pour avoir accès à des terres, soit en leur donnant de l'argent, soit en leur reversant une partie de leur récolte. Néanmoins, les terrains qui leur sont alloués peuvent se trouver à cinq comme à quarante kilomètres de distance, augmentant ainsi le risque qu'ils soient agressés, enlevés ou tués. En raison de cet éloignement, certaines PDI restent sur place pendant des jours, voire des semaines, pour cultiver leurs terres avant de retourner en ville, et ce, bien qu'elles soient davantage exposées à des attaques.

« Nous ne voulons pas vivre ici parce que nous avons toujours peur et que c'est trop dangereux ».

(Entretien, PDI, Dungu, juillet 2013)

Beaucoup ont opté pour des travaux à la journée, ce qui n'est pas non plus sans risque. En effet, ces emplois, souvent à court terme, ont tendance à être mal payés. En outre, les possibilités de recours sont peu nombreuses en cas de litige avec les employeurs, qui, dans certains cas, n'ont pas rémunéré le travail accompli. Les personnes déplacées internes peuvent espérer être payées entre 0,70 \$ et 2,70 \$ la journée, sachant que les femmes sont moins rémunérées que les hommes, et que de telles sommes ne suffisent pas à faire vivre toute une famille.

ACCES AUX SERVICES

Les zones dans lesquelles a sévi la LRA ont toujours été sous-développées. Depuis les années 1980, l'État s'est quasiment désengagé de ces régions qui manquent d'hôpitaux, d'écoles, de centres de santé et d'infrastructures d'assainissement ou de distribution de l'eau. En outre, au cours de ses premiers raids, la LRA a souvent pris pour cible les quelques infrastructures de base existantes. Certains professionnels occupant des postes clés ont été tués ou kidnappés tandis que d'autres fuyaient l'insécurité, laissant ces zones exsangues du point de vue des capacités humaines et matérielles.

Les églises ont joué un rôle primordial en aidant les populations locales et en les protégeant. Elles ont aussi systématiquement dénoncé les agissements de la LRA, même lorsque le gouvernement et l'armée niaient la présence des rebelles. En conséquence, elles ont également été la cible d'attaques, notamment lors des massacres de Noël.

L'afflux de PDI sollicite de façon excessive des infrastructures déjà affaiblies. Les déplacés ont en général plus de mal que les populations d'accueil à accéder à l'éducation et aux services de santé, ce qui s'explique essentiellement par le fait qu'ils n'ont souvent pas les moyens de s'offrir de tels services. Les frais médicaux constituent un problème majeur, de nombreux déplacés internes ne pouvant tout simplement pas se permettre d'aller à l'hôpital. À titre d'exemple, le traitement antipaludique coûte au moins 5 \$. À l'origine, des ONG internationales spécialisées fournissaient une assistance médicale à titre gratuit, mais la situation n'étant plus considérée comme urgente, elles cessent petit à petit ce type d'activités. L'éducation est un autre domaine préoccupant. De nombreuses PDI n'étant pas en mesure de payer les frais de scolarité tout au long de l'année, les enfants se retrouvent dans l'impossibilité de suivre le programme scolaire de bout en bout. À Dungu, 50% des enfants déplacés en âge d'être scolarisés n'ont pas intégré le système scolaire selon des estimations (entretien, représentant de l'UNICEF, Dungu, juillet 2013). Dans certains sites, le taux de scolarisation n'est que de 20%, tandis que dans un site, il atteint tout juste 7%.

Les PDI déclarent également subir des discriminations dans l'accès aux services. Les enfants déplacés ont plus de risques d'être exclus de l'école, les enseignants sachant que les parents disposent de moyens financiers limités et que, contrairement à la population locale, ils n'ont pas accès au crédit. Il en va de même dans les centres de santé d'où les déplacés internes sont tout simplement chassés s'ils ne peuvent pas payer les soins d'avance.

Une jeune femme congolaise ayant été kidnappée par la LRA se rend dans un hôpital local pour une consultation prénatale dans la ville de Dungu, Province orientale, République démocratique du Congo. Photographie : UNHCR/B. Sokol, août 2013.





« Parfois, les gens me menacent et me disent « tu viens de la brousse, tu as fait ci, tu as fait ça ». Ça me met tellement en colère que je pourrais en venir aux mains »

(Ancienne victime d'enlèvement, Dingu, juillet 2013)

Enlevée par la LRA alors qu'elle n'avait que 14 ans, Monique* a dû passer 8 mois en captivité avec les rebelles. Elle a eu un enfant né de rapports sexuels forcés au cours de sa captivité. Photographie : Anne Ackerman pour NRC/ Perspective

*Son nom a été modifié afin de garantir son anonymat.

MARGINALISATION ET EXCLUSION

De nombreux déplacés internes et victimes d'enlèvement citent les tensions avec les communautés locales comme l'une de leurs préoccupations majeures. Pour les personnes victimes de kidnapping, ces discriminations vont de la stigmatisation au harcèlement, voire au rejet pur et simple. Ces personnes font l'objet d'insultes et se font traiter de « LRA » ou de « fils de LRA ».

Ce problème de stigmatisation affecte tout particulièrement les femmes ayant été victimes de rapt qui réussissent à déjouer la vigilance de la LRA avec leurs enfants. Un certain nombre de locaux avouent être mal à l'aise à l'idée de vivre avec des enfants nés de pères rebelles, quand des membres de leur propre famille ont été tués ou kidnappés par des combattants de la LRA. Dans certains cas, la population locale s'en est prise à des enfants se trouvant dans cette situation (les mêmes conclusions ont été mises en avant par Discover the Journey (DTJ) et la Harvard Humanitarian Initiative (HHI), 2012). Une telle stigmatisation peut provoquer une réaction agressive chez les victimes d'enlèvement.

Les campagnes de sensibilisation lancées par des organisations humanitaires internationales ont permis d'améliorer les choses, même si des difficultés persistent.

Mais les problèmes rencontrés par les PDI ne s'arrêtent pas là. Outre les difficultés qu'ont ces personnes à obtenir des terres et des services, elles sont confrontées à des situations de discrimination et de harcèlement délibérés. À titre d'exemple, certains locaux ne permettent pas aux déplacés internes de ramasser du bois de chauffage ou d'abattre des arbres dans certaines zones. Dans d'autres cas, les déplacés internes n'ont pas le droit d'utiliser de pompes hydrauliques. Lorsque ces personnes ont demandé aux autorités locales d'intervenir, elles ont eu l'impression que les décisions prises favorisaient la population locale.

L'armée et les autres forces de sécurité ont également harcelé les PDI, particulièrement exposées à ce genre de comportement dans la mesure où des bases militaires ont été implantées à proximité immédiate des sites de déplacement, apparemment pour les protéger. Les déplacés internes ont également plus de risque que la population locale de faire l'objet de discrimination à des barrages routiers militaires étant donné les trajets plus longs qu'ils doivent parcourir pour accéder à leurs terres. En 2010, on comptait 52 barrages routiers fixes et de nombreux postes de contrôle temporaires dans le district du Haut-Uélé. À chacun de ces contrôles, les voyageurs doivent s'acquitter d'une somme allant de 0,10 \$ à 2 \$ ou céder une partie de leur récolte (Oxfam Québec et UNHCR, 2010).

La distribution de l'aide humanitaire a parfois été l'enjeu de rivalités entre PDI et populations d'accueil, donnant naissance à des tensions et contribuant à la marginalisation et à l'exclusion des déplacés internes. Récemment, plutôt que de concentrer leur aide sur les seules PDI, comme c'était le cas auparavant, les acteurs de l'humanitaire ont commencé à apporter leur soutien aux plus vulnérables dans les communautés d'accueil également. Dès lors, certains déplacés internes ont considéré que leurs hôtes essayaient de leur voler « leur » aide. En 2011, un enfant déplacé est décédé des suites d'une agression que lui et sa mère avaient subie à un point de distribution dans le quartier d'Uye à Dungu. En conséquence, cette année-là, les distributions d'aide à Dungu ont été suspendues temporairement de crainte qu'elles ne déclenchent de nouveaux affrontements.



Des personnes déplacées internes fuient vers le sud après des attaques rebelles à Bule et à Fataki, dans la province d'Ituri.
Photographie : Marcus Bleasdale/VII

II.II DEPLACEMENT PROLONGE ET SOLUTIONS DURABLES

Toutes ces tensions ont un impact majeur sur la capacité des personnes déplacées internes à se projeter dans l'avenir et à retrouver leur autonomie. Si, d'un côté, la peur de revivre de nouvelles attaques et de subir de nouveaux déplacements les dissuade de rentrer chez elles, de l'autre, elles sont confrontées à des obstacles considérables les empêchant de gagner leur vie dans leur lieu de déplacement, et ce, malgré les années passées à essayer de s'y implanter.

RESTER OU RENTRER CHEZ SOI?

Les PDI sont confrontées à un dilemme cornélien. Les sites de déplacement offrent certes un certain niveau de sécurité, mais les conditions de vie y sont difficiles. Dans leur lieu d'origine, en revanche, les PDI vivent dans la crainte de nouveaux raids de la LRA, mais également avec la perspective de moyens de subsistance plus pérennes. Les déplacés internes se retrouvent donc face au choix suivant : d'une part, l'accès à la terre, et, par là même à la nourriture, à un revenu, à une certaine indépendance et dignité, et, d'autre part, la sécurité. Le risque que des tensions naissent avec les communautés d'accueil augmente avec la durée du déplacement. Dans de telles circonstances, seule une minorité de PDI ont

choisi de retourner chez elles, là où elles pouvaient obtenir un lopin de terre (PDI, Dungu, juillet 2013), la grande majorité préférant rester.

L'expérience de déplacements antérieurs influence la décision des déplacés internes de rester à Dungu. Nombre d'entre eux avaient été initialement déplacés au cours de l'invasion du Haut-Uélé par l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) en 1998. Ils se sont réfugiés à Dungu, d'où ils ont à nouveau été déplacés, par la LRA cette fois-ci. À présent, la plupart d'entre eux sont retournés dans leur région d'origine, même si certains ont décidé de rester à Dungu.

« Si j'étais resté à Dungu en 1998, après en avoir été chassé par l'APLS, j'aurais avancé. Quand je vois ce que sont devenus ceux qui sont restés ! Ils ont une maison et des terres. Et moi, qu'est-ce que j'ai ? Rien. Je dois repartir à zéro ».

(PDI, Dungu, juillet 2013)

La pénurie, voire l'absence totale de services publics constituent un frein supplémentaire au retour des PDI dans leur région d'origine. L'accès à l'eau potable, aux services de santé et à l'éducation joue un rôle fondamental pour ceux qui décident de rester dans leur lieu de déplacement. Le simple fait de savoir que ces services



existent est décisif même s'ils n'ont pas les moyens d'en bénéficier.

« Ici, en ville, nos enfants ont la possibilité d'aller à l'école et on a accès aux services de santé. Si on a de l'argent, on trouve tout ce dont on a besoin. Nos droits sont moins bafoués ici ».

(PDI, Dungu, juillet 2013)

DEFIS A VENIR

Les PDI, les victimes d'enlèvement et les communautés d'accueil, qui tentent de surmonter les séquelles des violences et des déplacements liés aux agissements de la LRA, sont confrontées à de nombreux défis. C'est notamment le cas des déplacés internes. En effet, le souvenir des atrocités perpétrées par les rebelles et la peur d'attaques futures les empêchent non seulement de rentrer chez eux, mais aussi de reprendre le cours normal de leur vie.

Dans un camp de déplacés, un homme interrogé n'osait plus mettre un pied dehors. Il avait été déplacé trois fois : deux fois suite à des raids de la LRA et une fois à cause de l'armée. Sa femme avait été tuée au cours d'une des attaques. Il n'avait pas accès à la terre et ne pouvait plus chasser, ce qui le rendait entièrement dépendant

de l'aide extérieure. Juste avant son arrivée au camp, il avait été kidnappé pendant cinq jours. Par conséquent, il disait préférer « *rester à la maison plutôt que de prendre le risque de sortir... La vie a été trop dure et je n'en peux plus* » (victime d'enlèvement, Dungu, juillet 2013).

Ce fatalisme vient confirmer les résultats des recherches effectuées par l'IDMC sur les expériences des personnes déplacées à plusieurs reprises dans d'autres régions de la RDC. Les personnes interrogées disent qu'à chaque nouveau déplacement, elles ont vu leur niveau d'aspiration et de motivation diminuer, sans parler de l'amenuisement de leurs ressources financières et matérielles.

L'impossibilité pour les PDI d'accéder à la terre est le facteur qui les différencie le plus nettement des communautés d'accueil en termes de vulnérabilité. Les locaux, moins confrontés à ce problème, jouissent d'une plus grande sécurité alimentaire et bénéficient de revenus dont ils ont grandement besoin, notamment pour accéder à d'autres services essentiels. Qu'ils choisissent de rentrer dans leur région d'origine ou de s'intégrer au niveau local, les déplacés internes à la recherche de solutions durables doivent bénéficier d'un meilleur accès à ces services. Une amélioration de leurs relations avec les populations et les autorités locales permettrait de leur assurer un traitement équitable.

III. CONCLUSION : REcul DES VIOLENCES, TERREUR CONSTANTE

Si les violences perpétrées par la LRA dans les districts du Haut et du Bas-Uélé ont diminué ces dernières années, le nombre de personnes déplacées par les attaques antérieures reste élevé et la peur que de nouveaux raids ne se produisent est encore palpable. Les PDI, les communautés d'accueil et les victimes d'enlèvements sont confrontées à de nombreux problèmes qui puisent leur source dans les violences passées, leur peur quant à l'avenir et l'impact des déplacements subis. Bien que les déplacements en Province orientale présentent des similarités avec ceux observés dans le reste de la RDC, comme leur caractère répétitif et prolongé et les tensions autour de l'accès à la terre, les brutalités commises par la LRA dans cette zone ont suscité une terreur et des traumatismes apparents bien plus aigus que dans les autres régions. Les déplacés internes vivant dans cette province semblent par conséquent plus réticents à regagner leur région d'origine ou à quitter leur lieu de refuge pour pratiquer des activités agricoles vivrières, malgré l'insécurité alimentaire généralisée à laquelle ils sont confrontés. Le défi posé est celui de la réponse à apporter à ces problèmes sur le long terme notamment, sachant que, à mesure que les déplacements se prolongent, de nouveaux obstacles se dressent devant les PDI à la recherche de solutions durables. La pauvreté sous-jacente et l'offre limitée de services publics dans l'ensemble de la Province orientale constituent un autre problème majeur affectant tant les communautés d'accueil que les personnes déplacées. Les arrivées massives de PDI dans certaines zones ne font qu'accentuer le manque déjà criant de ressources. La situation se détériore à mesure que les déplacements se prolongent, notamment lorsque les problèmes de l'accès des déplacés à la terre et aux moyens de subsistance ne sont pas réglés de façon adéquate. À cet égard, les rivalités pour l'accès à la terre risquent d'aggraver l'insécurité alimentaire dont souffrent non seulement les PDI mais aussi les populations d'accueil. Davantage d'efforts doivent donc être consentis pour améliorer les relations entre ces deux groupes. La question de l'accès à la terre devrait être négociée au plus haut niveau, mais impliquer également d'autres représentants traditionnels situés plus bas dans l'échelle des responsabilités.

Jusqu'à présent, l'aide agricole proposée aux groupes vulnérables prenait essentiellement la forme d'interven-

tions à court terme. Il convient désormais de mettre en place des pratiques durables de longue haleine, davantage axées sur le développement, aidant par exemple les bénéficiaires à améliorer le rendement de leurs cultures sur de plus petites surfaces moins fertiles. De tels programmes devraient non seulement viser les PDI, mais aussi la population dans son ensemble, dans la mesure où les communautés d'accueil rencontrent les mêmes difficultés.

La fin de la phase d'urgence devrait être le signe d'une amélioration de la résilience des PDI. Or, on a pu constater que, souvent, l'interruption de certains services jusqu'alors fournis gratuitement par les ONG internationales fragilisait encore davantage ces personnes. À mesure que les violences perpétrées par la LRA reculent, l'aide humanitaire est susceptible de diminuer elle aussi. Pourtant, d'après nos recherches sur le terrain, l'assistance fournie jusqu'à présent a permis de faire face à la pauvreté chronique et aux insuffisances de couverture des services. Les recherches mettent aussi en exergue le fait que les communautés ont besoin d'une aide spécifique pour aller de l'avant. La diminution des brutalités de la LRA ne signifie pas que ceux qui en ont été victimes ont moins de besoins. Au contraire, une aide spécifique doit être mise en place sur le long terme pour répondre aux besoins immenses des PDI, des anciennes victimes d'enlèvement et de leurs hôtes, tant sur le plan individuel que communautaire, l'accent étant mis sur la durabilité grâce à l'adoption d'une approche communautaire.

Les résultats glanés au cours de recherches effectuées auprès de communautés ougandaises victimes des brutalités de la LRA semblent démontrer que les interventions communautaires en matière de troubles du stress post-traumatique (TSPT) peuvent avoir des effets positifs non seulement sur ces pathologies, mais aussi sur d'autres troubles psychiques. Elles peuvent également favoriser la réintégration de communautés ayant subi des traumatismes. Des travaux plus approfondis sont nécessaires pour déterminer la prévalence des TSPT et d'autres pathologies en Province orientale et pour comprendre comment une approche de ce genre peut favoriser la guérison de ces troubles tout en promouvant le rapprochement des PDI, des anciennes victimes d'enlèvement et des communautés d'accueil de la province.



Le mari de Mbolikia a été tué par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) après avoir été contraint à travailler comme porteur. Mbolikia s'est retrouvée seule avec un bébé de six mois. Elle vit maintenant chez sa sœur aînée.
Photographie : Marcus Bleasdale/VII

A PROPOS DE L'IDMC

L'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) est l'une des principales sources mondiales d'informations sur la surveillance et l'analyse des causes et des effets des déplacements internes ainsi que des réponses pouvant y être apportées. Dans le monde, des millions de personnes sont obligées de fuir à l'intérieur de leur propre pays en raison de conflits armés, de violences généralisées, de violations des droits humains et de catastrophes naturelles. L'IDMC plaide pour que de meilleures réponses soient apportées aux problèmes rencontrés par ces personnes et milite en faveur du respect de leurs droits.

L'IDMC fait partie du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC).

Internal Displacement Monitoring Centre
Norwegian Refugee Council
Chemin de Balexert 7-9
CH-1219 Châtelaine (Geneva)
Tél: +41 22 799 0700, Fax: +41 22 799 0701

www.internal-displacement.org

 facebook.com/InternalDisplacement

 twitter.com/idmc_geneva